



Pays:	République de Guinée	République de Guinée
Domaine de développement:	Gouvernance locale	
Organisme d'Exécution:	ONG CADES/Guinée	
Organisme de Financement :	CFS- Banque Mondiale	
Période de réalisation :	Juillet 2012- Août 2014	

Défis de Développement:

Le projet CSF AGUF-162, répond aux enjeux de la décentralisation (option politique adoptée en 1985 par la République de Guinée), qui a consisté à l'organisation du territoire national en des collectivités décentralisées, auxquelles l'Etat a transféré les compétences de s'administrer librement par des conseils élus des citoyens ; dont une LOI/Code des Collectivités Locales (CCL), promulguée régit l'organisation et le fonctionnement.

Le projet a ciblé trois (3) collectivités minières de la région de Boké (littoral), en vue e renforcer les capacités des élus locaux d'exercer pleinement et efficacement les compétences de gestion et de développement que l'Etat les a transféré. La contribution des sociétés minières au développement local, fait de ces collectivités minières, un lieu de convoitise et d'influence des services techniques de tutelle rapprochée de l'Etat, dans la gestion des finances locales de ces collectivités, qui au lieu de servir au développement local, servent à des individus (par méconnaissance et manque d'application par les élus des dispositions législatives du CCL). Cette situation renforcée par le manque d'information des citoyens sur la gestion des finances locales (principe de redevabilité), est à la base des troubles sociaux dans ces collectivités minières ; dont les sociétés minières sont le plus souvent pris pour cible à tort ; par les populations lors des manifestations qui ces derniers temps (2007-2008) sont allées jusqu'à la destruction des édifices publics. Ce qui explique, la faible participation des citoyens au développement de leurs collectivités locales.

Objectifs de Développement:

En s'attaquant aux principaux problèmes de gouvernance locale auxquels ces collectivités minières du littoral sont confrontés : i) faible maîtrise et application par les élus des principes de transparence et de redevabilité citoyenne dans la gestion des affaires publiques locales, ii) l'influence de la tutelle rapprochée de l'Etat dans la gestion des finances locales et iii) la faible participation citoyenne au développement locale, le projet vise à renforcer la gouvernance démocratique locale des communes urbaines de Sangarédi (Boké), de Boffa et Fria.

Les actions planifiées et mises en œuvres visés par le projet CSF AGUF-162sont liées : gestion : i) au renforcement de compétences des élus dans la maîtrise et application des dispositions législatives relatives aux principes de transparence et de redevabilité citoyenne, ii) à la création des conditions d'engagement et de participation citoyenne au renforcement de la gouvernance locale, à travers la mise en place et fonctionnalité des espaces pluri-acteurs de concertation/délibération citoyenne autour de la gouvernance locale, et iii) à l'appui à la mise en œuvre d'idées d'actions concertées de renforcement de la gouvernance démocratique et de la transparence dans la gestion des affaires publiques locales des collectivités minières ciblées (Boké, Boffa et Fria).

Plusieurs approches méthodologiques novatrices ont été combinées pour parvenir aux résultats visés ; à savoir : i) **Reflect-Gouvernance**, pour l'animation des espaces formels de concertation citoyennes pour une autonomisation des élus, société civile et autres population dans la pratique gouvernance démocratique locale ; ii) **ASBEG (Alphabétisation, Suivi-Budgétaire, Economie et Gouvernance)**, comme approche de renforcement de capacités de lecture, d'écriture et de calcul des élus, responsables des OSC et autres citoyens pour une meilleure pratique de redevabilité citoyenne et de contrôle citoyen des actions publiques locales, à travers une appropriation des concepts et outils de suivi-contrôle économique, budgétaire et de gouvernance et iii) **Cercles Jeunes de réconciliation et de culture de la paix**, comme moyen de responsabilisation des jeunes dans la réconciliation et culture durable de la paix, à travers leur conduite de processus de dialogue interculturel et intergénérationnel en réponse à la tendance de divisions ethniques issue du processus électoral de 2010 en Guinée.

Résultats réalisés

Les résultats obtenus de la mise en œuvre du projet CSF AGUF-162, soutenu par le Civil Society Fund de la Banque Mondiale sont été entre autres :

- 758 acteurs locaux, dont 304 femmes ont activement pris part à la conduite du processus et des actions du projet, sur un nombre initial de 735 acteurs locaux /participants ciblés ; soit un taux de participation de 103%. Ce qui explique la capacité actuelle des acteurs locaux à poursuivre les actions initiées par le projet ; notamment les débats citoyens autour de la gouvernance ;
- 21 espaces formels pluri-acteurs de concertation/délibération citoyens sont fonctionnels dans les trois (3) collectivités minières (soit 7 par commune), avec comme membres/participants réguliers 750 élus et dirigeants locaux, et des représentants des OSC ; dont 304 femmes.
- 840 débats citoyens ont organisés sur des thématiques de gouvernance locale ont animées par 21 facilitateurs communautaires locaux, avec un nombre cumulatif de 21 000 participations.
- 21 idées d'actions concertées (lors des fora) de renforcement de la gouvernance et des conditions socio-économiques des citoyens ont été planifiées et mises en œuvre avec succès dans les trois collectivités ; dont entre autres : i) tenue d'un forum communal d'approbation de Budget communal ouvert au public et affichage du budget communal en lieux publics accessibles aux citoyens, à Fria, Boffa et Sangarédi (Boké) , ii) sensibilisation sur le devoir citoyen de paiement des impôts et taxes, à Fria, Boffa et Sangarédi (Boké), iii) assainissement de la voirie urbaine et des lieux publics, à Fria, Boffa et Sangarédi (Boké), iv) mise en place d'une police communautaire pour faire face au grand banditisme en expansion à Fria ; conformément aux dispositions du CCL, chapitre VII, section 1, articles 280-283.
- 117 élus, cadres communaux et dirigeants des OSC ont renforcé leurs capacités entre autres de : i) conduite de processus participatif d'élaboration de Plan de Développement Local, de Budget Participatif Communal et de Microprojet communautaire, ii) maîtrise des principales dispositions du Code de Collectivités Locales et principales taxes et impôts localement mobilisables, iii) techniques et outils Reflect d'animation des débats citoyens au sein des espaces formels de concertation/délibération citoyenne créés ; etc.
- Elaboration participatif de 3 budgets communaux sur la base des enseignements reçus sur le processus et outils basées sur la nouvelle nomenclature budgétaire.
- Etc.



**Témoignage de
Amara Traoré,
Président de la
délégation
spéciale de la
commune
urbaine de Fria**

Notre commune a travaillé avec CADES/Guinée une ONG grâce à laquelle nous avons eu beaucoup de facilités à gouverner ; car les concertations entre toutes les tendances de notre collectivité au sein du cercle Reflect de la Commune y ont largement contribué.

Différentes actions sont menées grâce à cette implication des citoyens et ce partage d'idées. Les séances de renforcement de capacités/fora communautaires ont accru nos compétences fonctionnelles ; à l'image du processus d'élaboration du budget communal que nous maîtrisons mieux maintenant. Nous remarquons de plus en plus maintenant, une responsabilité de la jeunesse de Fria.

Les concertations au niveau du cercle de la Mairie nous a aussi permis de créer une police communautaire - (conformément au Code des Collectivités Locales), pour répondre aux défis de sécurité dans notre commune.

Durabilité des résultats

Les véritable problèmes de gouvernance des collectivités appuyées étant le manqué de transparence dans la gouvernance et la faible responsabilité citoyenne dans la gestion des collectivités, le projet a jeté les bases d'une amélioration durable et continue de la gouvernance locale, à travers entre autres : i) l'entame d'une dynamique systématique de dialogue entre acteurs locaux, ii) l'appropriation du contenu des textes de lois en matière de gouvernance locale et l'amorce d'un mécanisme de contrôle citoyen des actions publiques locales. La continuité de ces dynamiques amorcées, permettra aux 158 700 citoyens de ces 3 collectivités appuyées de bénéficier des effets induits des actions de cette gouvernance renforcée, grâce aux actions du projet CSF AGUF-162, et du coup contribuer à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques

Autres actions conduits avec succès par CADES/Guinée/domaines d'intervention :

1. Insertion socio-économique des jeunes vulnérables :

- La réinsertion socio-économique des jeunes illégalement recrutés et démobilisés des camps d'entraînement militaire de Kaléah et autres jeunes en conflit avec la LOI, dans le cadre du projet d'insertion des jeunes de Guinée, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre en partenariat avec le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), 2014-2015
- L'insertion socio-économique des jeunes candidats à l'immigration clandestine, par des formations et suivi-appui/conseils en entrepreneuriat et gestion d'entreprise, en partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), depuis 2007

2. Appui à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

- La formation et suivi-appui/accompagnement des femmes productrices de la pâte d'arachide dans le cadre de l'appui à la filière d'arachide de la région de Boké, depuis 2011
- La formation et appui à la structuration et gestion des coopératives agricoles de la Basse Guinée-Nord, depuis 2010
- L'insertion des enfants de la rue de Conakry, à travers un programme intégré d'appui à la scolarisation des jeunes, de formation professionnelle de type dual, d'alphabétisation fonctionnelle et développement des activités génératrices de revenus et d'appui psychosocial de proximité, 2014-2016

3. Education Non Formelle en lien avec l'alphabétisation, l'éducation sanitaire, l'éducation environnementale et éducation citoyenne

- L'alphabétisation fonctionnelle des femmes et jeunes dans 2 régions naturelles du pays (Basse Guinée et Guinée Forestière) dans le cadre d l'initiative FIRST TRACT du Programme Sectoriel de l'Education, financé par la Banque Mondiale, conduite en Guinée par l'UNICEF ; 2008-2009
- La formation des cadres des départements ministériels de Guinée, sur le développement d'entreprises respectueuses de la biodiversité, dans le cadre du Programme de Gouvernance Environnementale en Guinée, financé par l'USAID et mis en œuvre par US Forest, 2012-2013
- Les sensibilisations sur la prévention des infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA, sur le long du corridor de la zone minière de Boké, 2011-2012
- Les sensibilisations sur la prévention contre le virus Ebola, Programme National de lutte contre le Virus Ebola, 2014